



CSW63

Déclaration orale

Alliance Mondiale pour la Justice Fiscale (GATJ) & partenaires

18 mars 2019

Déclaration faite via Christian Aid, organisation enregistrée auprès de l'ECOSOC (UN)

Merci, Madame la Présidente, de me donner la parole. Je parle aujourd'hui au nom de l'Alliance Mondiale pour la Justice Fiscale et de ses partenaires.

Mesdames et messieurs les délégués, L'Alliance Mondiale pour la Justice Fiscale a pour objectif de créer un monde où des politiques fiscales justes et transparentes contrecarrent les inégalités au sein des États et entre eux, tout en générant le financement public dont les gouvernements ont besoin pour s'acquitter de leurs obligations en matière de droits humains - y compris les droits des femmes – et pour atteindre des seuils de protection sociale et des services publics de qualité pour tous et toutes.

Notre déclaration attire l'attention sur le fait qu'il ne reste qu'une décennie pour atteindre l'échéance de l'Agenda 2030 ; le besoin de déterminer comment ces ambitions seront financées devient urgent, voire désespérant. En tant que défenseurs des droits des femmes, nous sommes de plus en plus alarmés par le discours dominant des institutions financières internationales, de l'ONU et des institutions de financement du développement sur la manière de combler le déficit de financement des ODD. Dans l'ensemble, nous trouvons ces solutions fermement ancrées dans le rôle du secteur privé. Partout dans le monde, nous voyons et entendons les recommandations écrasantes concernant le financement des ODD par le biais de davantage d'investissements du secteur privé et de capitaux de développement privés.

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ne peuvent devenir une réalité lorsque le discours dominant actuel cherche à marchander leurs droits, à limiter leur accès à des services publics de qualité sensibles au genre, et à les priver de la protection

contre les maux du marché libéral et du capitalisme d'État. Ce modèle comporte également d'énormes risques, notamment la privatisation de services essentiels, l'accroissement de la charge de la dette des pays et l'éviction des options de financement public. En outre, le consensus politique dominant confère aux femmes des rôles sexo-spécifiques et le fardeau du travail de soins non rémunéré les empêche de participer à leurs tâches civiques.

Par exemple, l'amendement 95 de la constitution brésilienne gèle les dépenses publiques réelles pendant 20 ans, une version extrême de l'austérité dominant actuellement le monde. Avec cette mesure, le Brésil réduit les ressources allouées aux services publics, ce qui entraîne un impact immédiat sur les femmes, car les femmes, en particulier les femmes noires, constituent la majorité des pauvres. Déjà, en 2017, la part des dépenses consacrées à la santé et à l'éducation dans le budget fédéral avait diminué de 17% et 19% respectivement, avec des coupures de budget massives des institutions œuvrant pour l'égalité des sexes et des programmes relatifs aux droits des femmes.

Les gouvernements ont désespérément besoin d'intensifier l'exploration des modèles de financement véritablement transformateurs, qui s'attaquent aux inégalités et favorisent la parité hommes-femmes et la justice économique.

Mais, où est l'argent ? Les preuves empiriques sont claires : l'hémorragie financière des pays continue, abondamment, par le biais des flux financiers illicites quand les plus riches et les corporations multinationales utilisent des méthodes de planification fiscale extrêmement sophistiquées pour réduire leur charge fiscale et stocker des ressources dans des paradis fiscaux étrangers et des juridictions secrètes, privant ainsi les gouvernements des ressources nécessaires pour financer les services publics et la protection sociale.

Nous demandons donc que la résolution finale de la CSW63 incite les gouvernements à :

- Approuver la création d'un organisme fiscal intergouvernemental véritablement représentatif, sous l'égide de l'ONU.
- Mettre fin aux abus fiscaux commis par les multinationales et les riches et lutter contre les flux financiers illicites.
- Reconnaître la fiscalité comme un sujet féministe et augmenter progressivement les revenus nationaux pour investir dans des services publics, de la protection sociale et des infrastructures sensibles au genre.
- S'assurer que les politiques fiscales soient conçues et mises en œuvre dans le but d'atteindre la reconnaissance, la représentation, la réduction et la redistribution du travail de soins non rémunéré.

Organisations accréditées par ECOSOC : ActionAid, Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID), Centre pour les droits économiques et sociaux (CESR), Christian Aid, Alternatives au développement avec les femmes pour un nouvel âge (DAWN), Internationale des Services Publics (PSI) et Womankind Worldwide.

